

Le commerce et les investissements sont les deux facteurs clés garantissant notre niveau de vie et ces deux secteurs sont vigoureux. À titre d'exemple, depuis 1988, la valeur de toutes les exportations de marchandises canadiennes vers les États-Unis a augmenté de près de 8 milliards de dollars, soit près de 8 p. 100. Les investissements au Canada ont également augmenté. En 1988, le Canada enregistrait, au chapitre des investissements directs, un déficit net de 2,4 milliards de dollars. L'an dernier, le Canada connaissait un excédent net de 5,1 milliards de dollars - c'était la première fois en plus de 15 ans que l'on notait une entrée positive d'investissements directs. La Banque Royale, l'institution financière la plus importante du pays, conclut que «les investisseurs des pays d'outre-mer perçoivent le Canada comme une base de plus en plus attrayante pour leurs activités en Amérique du Nord...».

L'industrie automobile le sait bien. En Ontario, au cours des cinq dernières années, elle a investi presque 10 milliards de dollars en nouvelles installations et en matériel - preuve évidente de l'aptitude du Canada à attirer les investissements et à être concurrentiel. Je reconnais toutefois que la rationalisation des activités dans le secteur de l'automobile a été récemment la source de problèmes. Mais ajoutons qu'il y a eu aussi des investissements importants consentis dans cette région par Toyota, G.M. et Suzuki. Aussi, l'économie à long terme, ici en Ontario, ne présente-t-elle pas un tableau aussi sombre qu'on le dit. Cependant, s'il faut garantir notre prospérité, nous devons disposer des moyens nécessaires pour affronter la concurrence sur un marché sans cesse en évolution. Pour cette raison, le gouvernement a amorcé une rationalisation et un rajeunissement en profondeur de l'économie canadienne, pour la sortir de la stagnation héritée des années 80 et la transformer en une économie de marché dynamique, adaptée aux années 90.

Je crois que les Canadiens appuient notre politique économique, du moment qu'elle produit des résultats concrets. Et de toute évidence, nous obtenons des résultats dans différents secteurs : réduction du déficit, investissements, privatisation, réforme de la fiscalité, commerce. Chaque programme ne peut être isolé des autres, chacun d'entre eux fait partie intégrante d'un plan économique rationnel et complet. De même, aucune politique ne peut seule assurer la prospérité à long terme. Il faut plutôt en définir les principes de base, ce à quoi nous avons travaillé depuis notre arrivée au pouvoir, il y a maintenant sept ans.

Quelqu'un déclarait dernièrement que le Canada avait vécu à même ses ressources au cours des 100 premières années de son existence, à crédit, au cours des 20 années suivantes et qu'à partir d'aujourd'hui, il fallait compter sur notre matière grise ainsi que sur notre esprit d'initiative et d'entreprise... sans oublier nos marchés. La réalité est que nous sommes une nation commerçante. Notre pays a été forgé par des commerçants à même